

# APPEL À UNE CAMPAGNE POUR SOUTENIR LES DÉSERTEURS EN EUROPE

**Les autorités de l'Union européenne discutent actuellement de mesures sévères visant à restreindre l'entrée des citoyens russes qui ont pris part au combat, y compris ceux qui ont refusé de poursuivre la guerre. Ces mesures deviennent déjà réalité: plusieurs États européens refusent systématiquement l'asile aux déserteurs russes, les accusant de «complicité» et les privant de toute possibilité de trouver refuge en toute sécurité. Cela se produit même si de nombreux citoyens russes ont été contraints de force de servir dans l'armée – une pression qui continue de s'intensifier.**

Dans le même temps, la désertion et l'abandon non autorisé de postes militaires au sein de l'armée russe augmentent en réponse à une guerre sans fin et aux crimes du régime. Selon les estimations des journalistes indépendants et de la communauté OSINT, entre 100.000 et 120.000 cas de refus de participer à la violence et des massacres ont été enregistrés depuis le début de l'invasion à grande échelle. Seulement 15 à 20% de ces affaires ont abouti à une procédure judiciaire. La majorité des déserteurs restent en Russie dans la crainte constante: s'ils sont arrêtés, ils font face à la torture, à l'emprisonnement, au transfert à des « bataillons d'assaut » ou à la mort au front. Seule une infime minorité parvient à atteindre un pays sûr.

La désertion est un instrument puissant contre la guerre: elle affaiblit la machine militaire du régime et sauve des vies. Soutenir ceux qui choisissent la vie et la paix peut accélérer la fin du conflit et devenir un signal fort en faveur du changement interne en Russie.

L'octroi de l'asile relève de la souveraineté des États nationaux. Pourtant, l'Europe leur ferme presque toutes les portes. Même en France, où la CNDA a reconnu que la désertion pouvait constituer des motifs d'asile, seuls quelques individus ont bénéficié d'une protection. En Allemagne, début 2026, les autorités ont commencé à rejeter de plus en plus les demandes d'asile des déserteurs russes. Dans le même temps, plusieurs pays de l'UE envisagent une interdiction totale

d'entrée pour tous les citoyens russes qui ont participé à l'« OMU », privant ainsi les individus du droit à la vie et à la protection humanitaire.

De même, pour des raisons humanitaires, nous reconnaissons le droit des déserteurs ukrainiens à la protection dans l'UE. Le droit à la vie et à la liberté prime sur les droits de l'État.



## **NOTRE DEMANDE IMMÉDIATE**

### **1) Reconnaître le refus de participer à la guerre.**

(désertion et abandon non autorisé de poste) comme motif légitime pour l'obtention de l'asile et de la protection dans tous les pays de l'Union européenne. C'est un acte de conscience et un refus de participer à des crimes.

### **2) Émettre des documents de voyage humanitaire**

(laissez-passer) aux personnes qui ne possèdent pas de passeport international, afin qu'elles puissent se rendre en toute sécurité dans l'UE et demander une protection.

### **3) Informer largement la population des avenues disponibles**

de protection, de sorte que la désertion devienne un choix véritablement accessible plutôt qu'un acte de désespoir.

Tout refus de protection met une vie en danger.

**Chaque porte ouverte est une chance de paix et de transformation interne. L'Europe doit ouvrir ses portes à ceux qui choisissent la vie et l'humanité, plutôt que de renforcer la guerre et la répression.**

**[SIGNER LA PÉTITION](#)**